

## PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre**  
**Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE  
Tél. 03 86 60 71 47

**58-2017-06-06-001**

### ARRÊTÉ

Instituant des servitudes d'utilité publique  
sur le territoire des communes de LA MACHINE et de CHAMPVERT

**Le PRÉFET DE LA NIÈVRE,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 fixant la mise à l'arrêt définitif et remise en état d'un site sur lequel des installations classées soumises à autorisation ont été exploitées,
- VU** le code de l'environnement et, plus particulièrement, le 4<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article R. 512-39-3, ainsi que les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-31-1 à R. 515-31-7, fixant les mesures de limitations et/ou d'interdictions concernant l'aménagement et/ou l'utilisation du sol ou du sous-sol et/ou des nappes souterraines,
- VU** le code de l'urbanisme, et plus précisément les articles L. 151-43, L. 153-60 et R. 151-51,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 74-7278 du 14 octobre 1974, portant autorisation au Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de la région de Decize à La Machine d'installer et d'exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de LA MACHINE (établissement de 2<sup>ème</sup> classe),
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, complétant l'arrêté précité, portant autorisation au Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères de la région de Decize à La Machine d'installer et d'exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de LA MACHINE et mutant ladite autorisation au profit de la Société d'Économie Mixte de La Machine (SEMMA) à LA MACHINE,
- VU** l'arrêt rendu le 20 décembre 1994 par le tribunal administratif de DIJON, suite à la requête de l'association de défense de l'environnement du Sud-Nivernais, annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, ayant autorisé la Société d'Économie Mixte de La Machine (SEMMA) à exploiter la décharge de LA MACHINE,
- VU** l'étude initiale effectuée en mars 2001 par la société FAIRTEC, laissant apparaître un doute sur l'impact du massif de déchets laissé en place sur la nappe phréatique et les eaux superficielles,

.../...

- VU l'étude complémentaire réalisée en juillet 2002 par la même société, faisant ressortir la présence d'une quantité importante de lixiviats,
- VU les résultats d'analyses effectuées en 2004, montrant une évolution de la composition saline et l'augmentation des sels de fer, traduisant une perte d'étanchéité du massif de déchets toujours présent et contredisant les conclusions des études antérieures,
- VU la tierce expertise, y compris les différents rapports réalisés par le bureau d'études CSD AZUR, transmise à l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2009,
- VU la correspondance de M. le Préfet de la Nièvre en date du 9 juillet 2010, adressée à M. le président du SIOM de LA MACHINE, lui demandant de finaliser le dossier de réhabilitation de la décharge,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-P-3113 du 21 décembre 2010, mettant en demeure M. le président du Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont le siège est situé ZA « La Copine », sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), de fournir un dossier de réhabilitation définitif concernant l'ancienne décharge de LA MACHINE,
- VU le rapport de collecte et de synthèse des données existantes, référencé n° 65 811/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, confirmant, entre autres, l'insuffisance des études précédentes,
- VU la note sur le diagnostic des ouvrages de contrôle, rédigée par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmise à l'inspection des installations classées, en date du 13 avril 2012, constatant la défectuosité de certains ouvrages de contrôle, d'où la nécessité de procéder à leur remplacement,
- VU le cahier des charges sur le marché de travaux et les clauses techniques particulières, référencé n° 68 063/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant un descriptif détaillé des travaux de réaménagement des fossés périphériques de la décharge,
- VU le rapport de synthèse des investigations analytiques sur les eaux de surfaces et eaux souterraines, référencé n° 71 721/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en juillet 2013, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, s'attachant à quantifier l'impact du massif de déchets sur le milieu avoisinant,
- VU les différents rapports de campagne de prélèvements des eaux de surface et des eaux souterraines, référencés n° 72 959/A, n° 78 095/A et n° 81 847/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, respectivement en novembre 2013, en octobre 2014 et 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant l'évaluation de l'impact du massif de déchets sur le milieu environnant,
- VU les différents dossiers, marché de travaux de remise en état (cahier des clauses administratives, des clauses techniques particulières, acte d'engagement, etc.), diagnostic amiante, référencés n° 74 340/A et n° 74 888/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, en mars 2014, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant les divers travaux de réaménagement de la décharge,
- VU le dossier de récolement des travaux de remise en état définitif de l'ancienne décharge de LA MACHINE, référencé n° 81 969/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant, entre autres, les divers travaux de réaménagement de la décharge,

- VU** la visite réalisée par l'inspection des installations classées, le 15 octobre 2015, en présence du bureau d'études, des représentants du SIOM de LA MACHINE et des responsables de l'entreprise ayant répondu à l'appel d'offres, afin de constater la fin des travaux de réaménagement de la décharge,
- VU** le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, référencé n° 82 163/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmis en date du 23 février 2016 à l'inspection des installations classées, présentant, entre autres, des mesures de gestion complémentaires assorties de propositions de servitudes et/ou de restrictions d'usage, au regard des investigations et des travaux de réaménagement effectués sur la décharge,
- VU** l'avis favorable du président du SIOM de LA MACHINE en date du 3 août 2016,
- VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires (DDT) de la Nièvre en date du 30 août 2016,
- VU** les avis réputés favorables du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC) de la Nièvre et des services de l'urbanisme des mairies de LA MACHINE et de CHAMPVERT,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 8 décembre 2016,
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Nièvre lors de sa séance du 20 décembre 2016,
- VU** l'arrêté préfectoral N°2016-P-1781 du 22 décembre 2016, autorisant le retrait de la Communauté de Communes Sud Nivernais et portant dissolution du Syndicat intercommunal des ordures ménagères (SIOM) de La Machine,
- CONSIDÉRANT** que, depuis l'exploitation et la fermeture de la décharge, divers changements ont été demandés (mutation d'exploitation, changement de raison sociale, etc.),
- CONSIDÉRANT** que, par jugement en date du 20 décembre 1994, le tribunal administratif de DIJON a annulé l'arrêté d'autorisation préfectoral n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, entraînant par la suite la fermeture de la décharge de LA MACHINE,
- CONSIDÉRANT** que, de ce fait, le Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, dont le siège est situé ZA « La Copine » sur le territoire de la commune de CHAMPVERT (Nièvre), est désigné comme étant le dernier exploitant de la décharge et, qu'à ce titre, il est responsable, dans le cadre de la fermeture définitive du site, de sa remise en état, conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement,
- CONSIDÉRANT** que le massif de déchets a été déposé à même le sol, sans barrière de perméabilité en fond de dépôt, au-dessus d'anciens travaux miniers,
- CONSIDÉRANT** que l'étude hydrologique du site a fait apparaître des transferts de pollution, aussi bien aux abords immédiats de la décharge qu'en des points plus éloignés, via les travaux miniers,
- CONSIDÉRANT** que des arrivées d'eaux de résurgences minières ont été mises en évidence au droit du site (débits faibles par rapport à la nappe, eaux d'exhaure des puits Baudras, sous le massif de déchets) et à l'aval proche (contribution notable par rapport à la nappe),
- CONSIDÉRANT** que les rapports susvisés, transmis en mai 2009, et plus particulièrement le rapport intitulé « avant-projet sommaire », portant sur les études et maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge, ne sont pas apparus suffisants, au regard de la réglementation en vigueur, pour élaborer un projet final d'aménagement,

.../...

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2010, susvisé, prises à l'encontre de M. le président du Syndicat Intercommunal d'Ordures Ménagères (SIOM) de LA MACHINE, ont permis, d'une part, d'approfondir la recherche et la caractérisation des différentes sources de pollutions potentielles et de leurs impacts au niveau des sols et des eaux souterraines, d'autre part, de définir, par la suite, un choix de réhabilitation adapté à la situation présente,

**CONSIDÉRANT** que le rapport susvisé, portant sur la collecte et la synthèse des données existantes, référencé n° 65 811/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a confirmé l'insuffisance des études précédemment réalisées,

**CONSIDÉRANT** que la note susvisée, portant sur le diagnostic des ouvrages de contrôle, rédigée par le bureau d'études ANTÉA, en avril 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmise à l'inspection des installations classées, en date du 13 avril 2012, a permis de constater la défectuosité de certains ouvrages de contrôle et, en conséquence, de procéder à leur remplacement,

**CONSIDÉRANT** que le cahier des charges, susvisé, sur le marché de travaux et les clauses techniques particulières, référencé n° 68 063/B, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2012, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, présentant un descriptif détaillé des travaux de réaménagement des fossés périphériques, a contribué, au travers des travaux effectués, au rétablissement de l'écoulement des eaux superficielles de la décharge,

**CONSIDÉRANT** que le rapport, susvisé, de synthèse des investigations analytiques sur les eaux de surfaces et eaux souterraines, référencé n° 71 721/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en juillet 2013, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a permis de quantifier l'impact du massif de déchets sur le milieu naturel avoisinant,

**CONSIDÉRANT** que les différents rapports, susvisés, de campagne de prélèvements des eaux de surface et des eaux souterraines, référencés n° 72 959/A, n° 78 095/A et n° 81 847/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, respectivement en novembre 2013, en octobre 2014 et 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, ont permis de mieux évaluer l'impact du massif de déchets sur le milieu environnant,

**CONSIDÉRANT** que les différents dossiers, susvisés, marché de travaux de remise en état (cahier des clauses administratives, des clauses techniques particulières, acte d'engagement, etc.), diagnostic amiante, référencés n° 74 340/A et n° 74 888/A, rédigés par le bureau d'études ANTÉA, en mars 2014, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, ont présenté les divers travaux de réaménagement de la décharge,

**CONSIDÉRANT** que le dossier de récolement des travaux de remise en état définitif de l'ancienne décharge de LA MACHINE, référencé n° 81 969/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, en octobre 2015, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, a bien présenté, entre autres, les divers travaux de réaménagement de la décharge,

**CONSIDÉRANT** que la visite, susvisée, réalisée par l'inspection des installations classées, le 15 octobre 2015, en présence du bureau d'études, des représentants du SIOM de LA MACHINE et des responsables de l'entreprise ayant répondu à l'appel d'offres, a permis de constater la fin des travaux de réaménagement de la décharge,

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique, susvisé, référencé n° 82 163/A, rédigé par le bureau d'études ANTÉA, pour le compte du SIOM de LA MACHINE, transmis en date du 23 février 2016 à l'inspection des installations classées, recommande des mesures de gestion complémentaires assorties de propositions de servitudes et/ou de restrictions d'usage, au regard des investigations et des travaux de réaménagement effectués sur la décharge,

.../...

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation de la décharge de LA MACHINE a eu, pendant plusieurs décennies, un impact avéré sur l'état environnemental du site,

**CONSIDÉRANT** que ce site est répertorié dans la base nationale de données « BASOL » concernant les sites et sols pollués, du Ministère de la Transition écologique et solidaire,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de s'assurer de la maîtrise des usages et occupations des terrains concernés par la présence de ce massif de déchets, et qu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, cette maîtrise est obtenue par l'instauration de servitudes d'utilité publique,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient également de garantir l'accès aux points de surveillance des eaux superficielles et des eaux souterraines situés dans le périmètre du site, ainsi que leur pérennité,

**CONSIDÉRANT**, que la pollution résiduelle identifiée dans les sols, le sous-sol et dans les eaux souterraines situées à l'aplomb du site est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé,

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, par-delà la surveillance de la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines prescrite à M. le président du SIOM de LA MACHINE, par arrêté préfectoral complémentaire, il est nécessaire d'assurer une maîtrise pérenne des usages et occupations des parcelles de terrain, cadastrées section AM n° 53, 108 et 109, sur la commune de LA MACHINE,

**CONSIDÉRANT** que, dans une moindre mesure, il est aussi nécessaire d'assurer une maîtrise pérenne des occupations des parcelles de terrain, cadastrées section AM n° 42 et 51, sur la commune de LA MACHINE, et de la parcelle de terrain, cadastrée section A n° 821, sur la commune de CHAMPVERT, sur lesquelles sont implantés des ouvrages de surveillance,

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la maîtrise doit être obtenue par l'institution de servitudes d'utilité publique,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral N°2016-P-1781 du 22 décembre 2016, susvisé, transfère les actifs immobiliers du SIOM de La Machine ainsi que le coût du suivi du contrôle de la décharge de la Machine à la Communauté de communes Sud Nivernais,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. CHAMP D'APPLICATION**

Des servitudes d'utilité publique, d'une durée illimitée, sont instituées sur les parcelles de terrain cadastrées section AM n° 53, 108 et 109 sur la commune de LA MACHINE, correspondant à l'emprise du site autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-1682 du 15 juin 1994, susvisé.

Des servitudes d'utilité publique sont aussi instituées sur les parcelles de terrain riveraines du site précité, cadastrées section AM n° 42 et 51 sur la commune de LA MACHINE, et sur la parcelle de terrain, cadastrée section A n° 821, sur la commune de CHAMPVERT, sur lesquelles sont installées des ouvrages de surveillance et/ou des points de suivi.

Un plan parcellaire est annexé au présent arrêté.

.../...

Celles-ci ne pourront être levées ou révisées que par un nouvel arrêté.

Les servitudes prescrites aux articles 4 et 5, ci-après, seront supprimées dès lors que la surveillance de la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines, à laquelle elles sont associées, sera totalement arrêtée, cet arrêt ne pouvant intervenir qu'après une décision préfectorale. Elles resteront maintenues durant toute la durée d'une simple suspension de cette surveillance.

**ARTICLE 2.      RESTRICTIONS D'USAGE** (servitudes de type 1 conformément aux références reprises sur le plan de localisation des points de suivi et des piézomètres, joint en annexe au présent arrêté)

Les parcelles de terrain cadastrées section AM n° 53 et 108 sur la commune de LA MACHINE, énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, ayant accueilli des déchets, ne pourront être utilisées à aucun usage. Aucun projet d'aménagement et/ou de construction ne pourra être envisagé sur le massif de déchets, dont l'emplacement a été caractérisé par les différentes études susvisées.

La présence d'un recouvrement étanche devra être maintenue sur toute la surface de ce massif de déchets. De même, aucun travaux d'excavations ne devra être effectué. La plantation d'arbres fruitiers à baies comestibles est prohibée ainsi que toutes espèces de plantes destinées à la consommation humaine directement ou indirectement.

Tout projet d'aménagement et/ou de construction sur la parcelle de terrain cadastrée section AM 109 sur la commune de LA MACHINE n'ayant pas accueilli de déchets, ne peut être prévu au droit de la surface ainsi définie, sans études préalables et après avis de l'inspection des installations classées. Dans cette perspective, des études complémentaires visant à caractériser l'état du sol, du sous-sol et des eaux souterraines et/ou à évaluer les risques pour la santé humaine et l'environnement seront réalisées. Un rapport sur les résultats de ces études sera établi et transmis au Préfet, ainsi que tous les éléments nécessaires à une bonne appréciation de la situation.

Dans le cas où des préconisations sur des mesures de réhabilitation et/ou des mesures constructives complémentaires seraient requises, elles seront entièrement prises en charge par la personne ou la personne morale à l'initiative de la demande.

**ARTICLE 3.      SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DU SITE**

Le portail d'entrée et la clôture extérieure, ceinturant les parcelles de terrain cadastrées section AM n° 53, 108 et 109 sur la commune de LA MACHINE, devront être maintenus en bon état. Des panneaux d'interdiction d'accès au site seront apposés sur le portail d'entrée et sur la clôture extérieure, à intervalle régulier.

Une surveillance du site et de ses abords devra être assurée mensuellement. Un entretien du site sera en outre réalisé, en particulier :

- tout développement de végétation, notamment arbustive, susceptible de développer un système racinaire d'une profondeur supérieure à la couche de protection du système d'étanchéité en place, doit être proscrit. Dans ce but, la végétation en place doit être fauchée au moins deux fois par an, ou exploitée suivant un mode permettant d'éviter son développement naturel,
- toute trace d'érosion superficielle doit être supprimée dès sa mise en évidence,
- les rigoles, fossés et tranchées de collecte et d'évacuation des eaux de ruissellement doivent être inspectés et entretenus régulièrement.

.../...

**ARTICLE 4. SERVITUDES SUR LE RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES ET SUR LES POINTS DE SUIVI DES EAUX SUPERFICIELLES** (servitudes de type 2 conformément aux références reprises sur le plan de localisation des points de suivi et des piézomètres, joint en annexe au présent arrêté)

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines, constitué de piézomètres implantés sur les parcelles identifiées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est maintenu en place.

Ces ouvrages sont repérés PZ1 (amont), PZ8 (latéral) et PZ9 (aval) sur le plan annexé au présent arrêté. Les points de prélèvements des eaux superficielles, fossé amont, fossé aval et résurgence RD 271, figurent également sur le plan annexé.

Pendant toute la période du suivi de la surveillance des eaux souterraines imposée par arrêté préfectoral, chacun de ces ouvrages devra être protégé de tout risque de détérioration. En particulier, les têtes de chaque piézomètre devront être maintenues étanches et chaque capot de protection maintenu en bon état.

En outre, un périmètre de 2 mètres de rayon autour de chaque ouvrage doit être maintenu propre, sans végétation et/ou broussaille, ainsi qu'un espace d'accès de 2,5 mètres de largeur, au minimum.

Tout déplacement de piézomètres, en cas de contrainte avérée, devra être dûment justifié et soumis à l'accord préalable du Préfet. La mise en œuvre d'un nouvel ouvrage, ainsi que le comblement d'un ouvrage existant, devront être réalisés suivant les règles de l'art et dans le respect des normes en vigueur, par des entreprises spécialisées. Les frais engagés dans ce cadre seront entièrement pris en charge par la personne ou la personne morale à l'initiative de la demande.

**ARTICLE 5. SERVITUDES D'ACCÈS** (servitudes de type 3 conformément aux références reprises sur le plan de localisation des points de suivi et des piézomètres, joint en annexe au présent arrêté)

Un libre accès aux ouvrages et/ou points de prélèvements est maintenu en permanence :

- aux représentants de l'État,
- aux personnes chargées d'effectuer des prélèvements dans chaque ouvrage du réseau de contrôle identifié à l'article 4,
- aux personnes ou entreprises assurant des opérations de maintenance (entretien, nettoyage, décolmatage, etc.) et/ou de vérification du bon état de chaque ouvrage.

L'organisme en charge du contrôle devra prévenir préalablement les propriétaires des parcelles de terrain de la date à laquelle le prélèvement sera effectué ; idem pour les personnes assurant la maintenance des ouvrages.

**ARTICLE 6. RESTRICTIONS SUR L'UTILISATION DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitation de la nappe superficielle ou le prélèvement d'eaux souterraines sont interdits au droit des parcelles de terrains identifiées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Toute dérogation à cette interdiction est soumise à l'avis préalable du Préfet, qui statue par arrêté, au vu des justificatifs et éléments d'appréciation qui lui sont fournis dans cette perspective.

.../...

**ARTICLE 7. OBLIGATION D'INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES SUCCESSIFS ET/OU DES OCCUPANTS**

Si des parcelles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté font l'objet d'une mise à disposition au profit d'un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire, par écrit, desdites servitudes.

**ARTICLE 8. INDEMNISATION**

L'institution des présentes servitudes peut ouvrir droit, dans les conditions prévues à l'article L. 515-11 du code de l'environnement, à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit, lorsqu'elle entraîne un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la Communauté de communes Sud Nivernais dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le paiement des indemnités est à la charge de la Communauté de communes Sud Nivernais.

**ARTICLE 9. TRANSCRIPTION**

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du code de l'environnement, des articles L. 151-43, L. 153-60 et R. 151-51 du code de l'urbanisme et des articles 36 et 37 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, modifié, portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être :

- annexées sans délai par arrêté aux documents d'urbanisme des communes de LA MACHINE et de CHAMPVERT,
- enregistrées au service chargé de la publicité foncière.

**ARTICLE 10. DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au tribunal administratif de Dijon :

1. par le président de la Communauté de communes Sud Nivernais, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification,
2. par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Les décisions mentionnées au deuxième alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

**ARTICLE 11. NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R. 515-31-7 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié au président de la Communauté de communes Sud Nivernais, au maire de LA MACHINE, au maire de CHAMPVERT et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit, des parcelles concernées lorsqu'ils sont connus.

.../...



Cet arrêté fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre et d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de la Communauté de communes Sud Nivernais.

Une copie du présent arrêté sera affichée dans les mairies de LA MACHINE et de CHAMPVERT pendant une durée minimum d'un mois et sera déposée aux archives desdites mairies pour être mise à la disposition de toute personne intéressée.

## **ARTICLE 12.     EXÉCUTION**

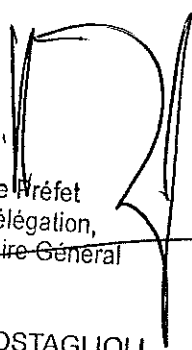
Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le maire de LA MACHINE,
- M. le maire de CHAMPVERT,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le directeur territorial de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Nièvre,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civiles de la Nièvre,
- M. l'adjoint au responsable de l'unité départementale Nièvre-Yonne, DREAL Bourgogne-Franche-Comté, responsable de l'antenne de Nevers,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à Nevers, le **6 JUIN 2017**

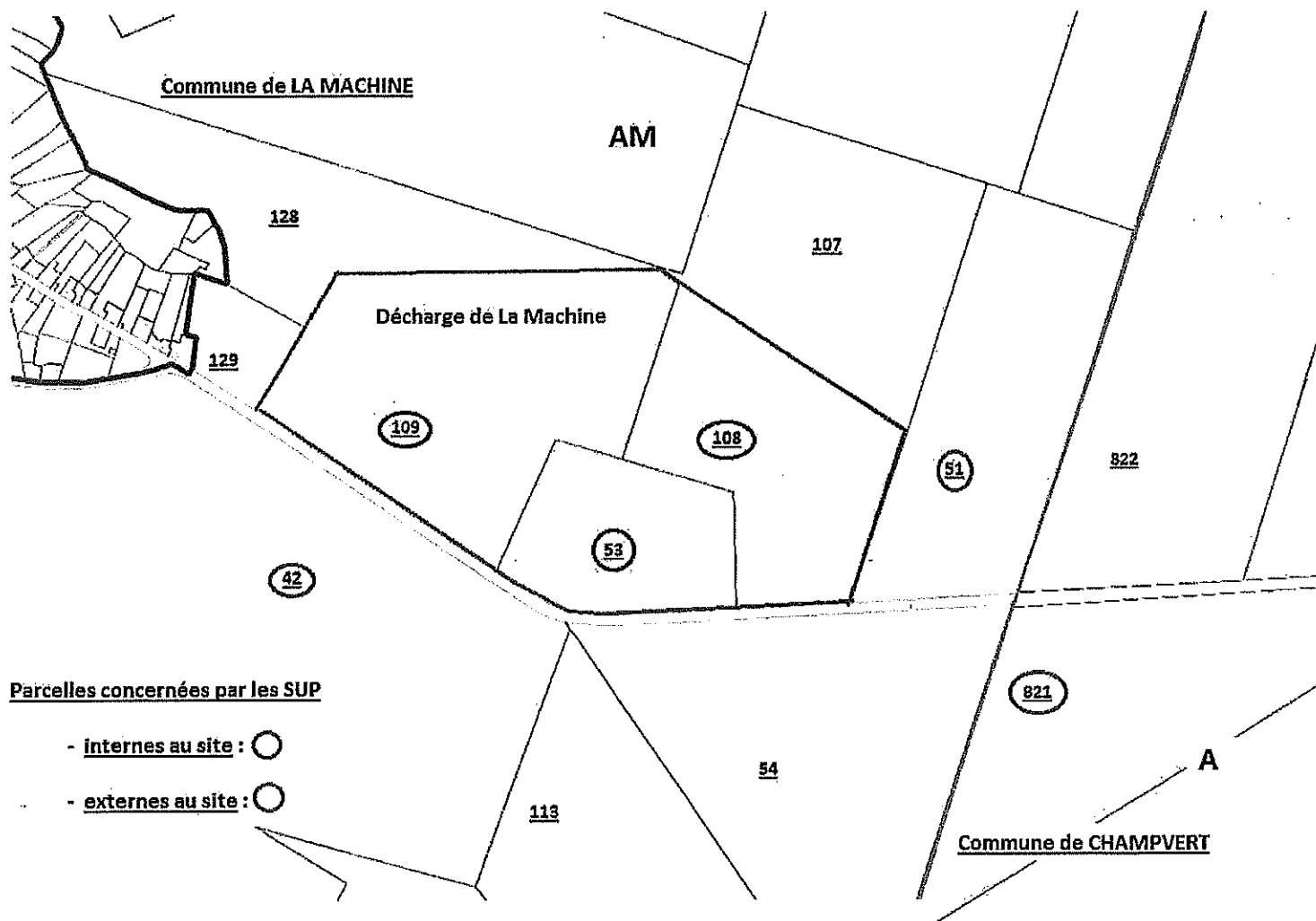
Le Préfet

  
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Stéphane COSTAGLIOLI



ANNEXES

État parcellaire détaillé



Vu pour être annexé à notre  
arrêté en date de ce jour  
Nevers le : 6 JUIN 2017

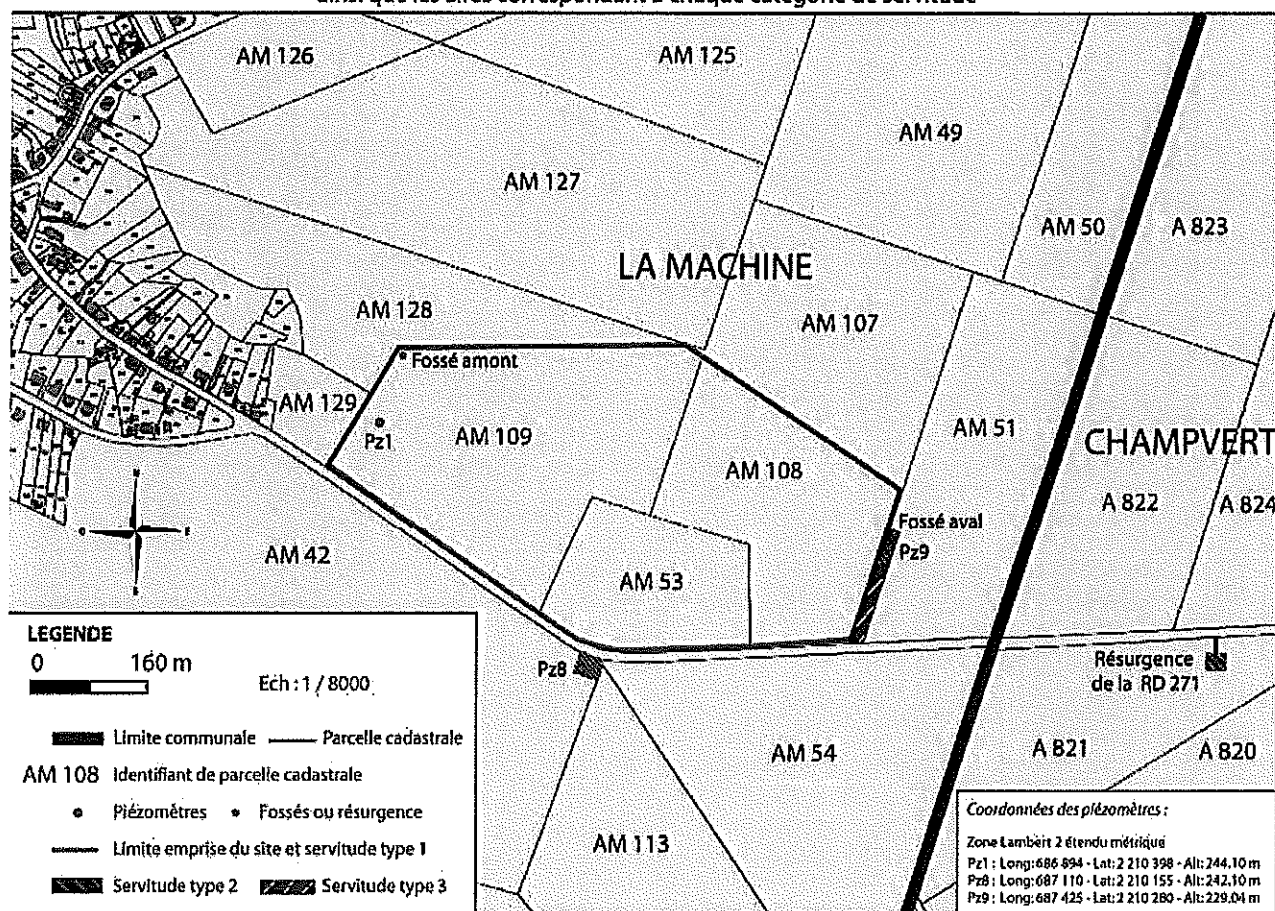
Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI



## Plan de localisation des points de suivi et des piézomètres

Annexe A : Plan parcellaire faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2 ainsi que les alres correspondant à chaque catégorie de servitude



— Limite d'emprise du site et servitudes internes

▨ Servitudes liées au suivi post-exploitation ▨ Servitudes d'accès

Vu pour être annexé à notre  
arrêté en date de ce jour  
Nevers le : **- 6 JUIN 2017**

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

